



**Arrêté préfectoral n° 2021/14/DCSE/BPE/IC du 26 mars 2021
portant prescriptions complémentaires à la société « VERMILION REP SAS »
pour son établissement situé à Saint-Méry (77 720)**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Officier de la Légion d'honneur**

VU le code de l'environnement ;

VU le décret du Président de la République du 15 janvier 2020 portant nomination de Monsieur Thierry COUDERT, préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

VU l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 modifié relatif aux installations classées à autorisation, au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°2016/DRIEE/UD77/106 du 23 novembre 2016 imposant des prescriptions complémentaires à la société « VERMILION REP SAS » pour son établissement implanté sur la commune de Saint-Méry (77 720) ;

CONSIDÉRANT le porter à connaissance datant de décembre 2020 transmis par la société « VERMILION REP SAS » ;

CONSIDÉRANT le rapport n° E/21-459 du 26 février 2021 de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté préfectoral a été transmis par courrier n° E/21-382 du 26 février 2021 à la société « VERMILION REP SAS », afin de recueillir ses éventuelles observations ;

CONSIDÉRANT l'absence d'observation de la société « VERMILION REP SAS » sur le projet d'arrêté préfectoral notifiée par courrier du 03 mars 2021 ;

CONSIDÉRANT que l'installation doit s'adapter aux changements logistiques induits par l'arrêt durable des installations de raffinage qui accueilleraient l'ensemble de sa production de pétrole brut ;

CONSIDÉRANT le caractère non substantiel, au sens de l'article L.181-14 susvisé, des modifications entreprises sur les installations de la société « VERMILION REP SAS », à savoir celles exploitées sur le territoire de la commune de Saint-Méry ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de modifier les dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé, afin de prendre en considération lesdites modifications ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne ;

ARRÊTE

Article 1 :

Au sens du titre I du Livre V du code de l'environnement, la société « VERMILION REP SAS », dont le siège social est situé route de Pontex à Parentis-en-Born (40 160), est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations de son dépôt situé sur le territoire de la commune de Saint-Méry (77 720), sous réserve du respect des prescriptions complémentaires du présent arrêté et celles de l'annexe jointe.

Article 2 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté sera tenue à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution au siège de l'exploitation.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence et de façon visible dans l'établissement.

Article 4 : Information des tiers

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État en Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie de celui-ci sera adressée à Madame le maire de la commune de Saint-Méry (77 720).

Article 5 : Sanctions

Conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, faute pour l'exploitant de ne pas se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui lui seraient imposées par la suite, le Préfet peut après mise en demeure :

- obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des travaux ;
- ou faire procéder d'office à l'exécution des mesures prescrites, aux frais de l'exploitant ;
- ou suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées, et prendre les mesures contre la personne mise en demeure ;
- ou ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

Ces sanctions administratives sont indépendantes des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

Article 6 : Notification et exécution

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- Mme le maire de Saint-Méry,
- le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,
- le Chef de l'Unité départementale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à la société « VERMILION REP SAS » sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 26 mars 2021

Le Préfet,

Thierry COUDERT

Destinataires d'une copie pour information :

- M. le Chef du Service interministériel de défense et de protection civiles – Préfecture,
- M. le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours de Seine-et-Marne,
- M. le Directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne (Service Environnement et Prévention des Risques – Pôle risques et nuisances et Pôle police de l'eau)
- Mme la Déléguée départementale de Seine-et-Marne de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

Annexe à l'arrêté n° 2021/14/DCSE/BPE/IC du 26 mars 2021 portant prescriptions complémentaires à la société VERMILION REP SAS pour son établissement situé à saint-Méry (77 720)

Article 1^{er} : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral n°2016/DRIEE/UD77/106 du 23 novembre 2016 imposant des prescriptions complémentaires à la société VERMILION REP SAS pour son établissement implanté sur la commune de Saint-Méry est modifié ainsi qu'il suit :

La ligne du tableau des rubriques correspondant à la rubrique 1434-2 est remplacée par la ligne suivante :

Rubrique alinéa	A, D, NC, SH, SB	Libellé de la rubrique (Substances)	Critère de classement	Seuil du critère	Nature de l'installation	Volume autorisé
1434-2	A	Liquides inflammables, liquides de point d'éclair compris entre 60°C et 93°C, fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installations de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435)	Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation	/	Installation de chargement/déchargement de camions, le débit maximum étant de 240 m ³ /h (3*80 m ³ /h)	240 m ³ /h